



## **Déclaration liminaire des représentants du personnel de Solidaires Finances 89 à la réunion du CDAS du 22/11/2016**

**Monsieur le Président,**

**Les choix libéraux des gouvernements successifs, remettent en cause le système social qui est le nôtre.**

**Les politiques d'austérité budgétaire n'ont qu'une orientation : sauver le modèle du capitalisme mondialisé au détriment de l'intérêt général.**

**Le choix de l'argent roi contre le peuple se traduit par un recul des droits sociaux, de la rémunération du travail dans la richesse nationale et des politiques publiques.**

**Pour Solidaires Finances, une autre politique est indispensable. Elle doit avoir pour objectif, dans toutes ses orientations, la prise en compte de l'humain, et éviter toutes les fractures sociales qui conduisent inévitablement au populisme et à la mise en danger de la démocratie.**

**Ces mêmes choix n'ont cessé d'affaiblir notre administration depuis des années.**

**Pour Solidaires Finances, il y a urgence à agir car notre ministère et la DGFIP sont en danger.**

**La journée d'action du 15/11/2016 aux finances publiques a mobilisé 32.43% d'agents grévistes et entraîné la fermeture de 8 sites pour le département de l'Yonne. A l'instar de l'ensemble du territoire, le malaise est donc palpable dans l'Yonne pour les agents y compris au niveau des personnels encadrant.**

**Au Ministère, depuis plus de 10 ans, les agents ont payé un lourd tribut et c'est encore 1 765 nouvelles suppressions d'emplois qui sont annoncées pour 2017, et les perspectives pour les années à venir, au regard des programmes des candidats à l'élection présidentielle, augurent d'un avenir encore plus sombre.**

**Au niveau local, cela se décline avec 12 emplois supprimés à la DDFIP 89 qui viennent s'ajouter à la fermeture du bureau des Douanes d'Auxerre pour les opérations commerciales.**

**La situation générale devient intenable, après la mobilisation des agents, c'est à nos directeurs de se battre pour sauvegarder nos effectifs et nos missions.**

**Concernant l'action sociale, les organisations syndicales des Finances avaient dénoncé la baisse de la dotation budgétaire de 2016 qui s'est concrétisée lors du CTM du 4 octobre malgré l'annonce du Ministre que le budget dévolu à l'action sociale « *garantissait un niveau élevé et inchangé des prestations pour les agents de Bercy* » sans toutefois donner de chiffres.**

**L'administration s'abrite derrière une nouvelle mécanique budgétaire qui part des crédits consommés de 2015 pour établir et justifier son budget 2017.**

**C'est ainsi qu'on observe des baisses importantes sur différents postes à savoir :**

- **Baisse de 5,2 M€ des crédits pour la restauration**
- **Baisse de 4 M€ de la subvention d'EPAF**
- **Une subvention de 14,3 M€ pour ALPAF alors qu'en 2015 elle s'élevait à 26,25 M€**
- **Baisse de 500 000 € des crédits consacrés à la parentalité**

- · Baisse de 7,2 M€ de la participation de l'État employeur à la protection sociale complémentaire
- · Baisse de 800 000 € des subventions aux associations socioculturelles
- · Baisse de 70 000 € des crédits alloués aux CDAS

**Nous considérons que le budget alloué aux politiques sociales consacre une véritable régression de l'action sociale et ne correspond pas aux besoins exprimés par les agents.**

**La baisse constante des effectifs, les restructurations de toute nature, les suppressions de services fragilisent les agents dont les conditions de vie au travail se dégradent.**

**Pour les agents, l'action sociale revêt alors toute son importance et devient une vraie nécessité. Si les aides pécuniaires et secours ont été délivrés en 2015 pour 3,3 M€, nous savons que la réalité est bien au-delà de ce montant.**

**Trop d'agents n'osent pas se rendre au service social pour demander une aide, qu'elle soit morale ou matérielle, par pudeur, par honte ou par manque de confiance.**

**L'action sociale a été gagnée grâce aux luttes de 1989. C'est un acquis majeur pour les agents des ministères économiques et financiers.**

**Solidaires Finances n'acceptera aucune remise en cause de cet acquis des luttes et agira aux côtés de tous les agents pour défendre et maintenir une action sociale de qualité à un haut niveau.**

**Selon Solidaires Finances, les directions locales doivent se donner les moyens de leurs ambitions car elles doivent être solidaires et avoir un véritable rôle de soutien et d'accompagnement dans la vie de leurs agents. Avec la fonte des moyens humains notamment, on peut s'interroger sur la pérennité des actions décidées par le CDAS: le manque d'effectifs au niveau de la logistique pour l'arbre de Noël en est une illustration.**

**Si l'action sociale a un coût, elle n'a pas de prix !**

**Les représentants de Solidaires Finances: Catherine LECOMTE, Cyrille MEAN , Valérie De PALMA (expert)**